ASSEMBLÉE NATIONALE

25 mai 2018

LOGEMENT AMÉNAGEMENT ET NUMÉRIQUE - (N° 971)

Commission	
Gouvernement	

Rejeté

AMENDEMENT

N ° 2343

présenté par

Mme Taurine, Mme Autain, M. Bernalicis, M. Coquerel, M. Corbière, Mme Fiat, M. Lachaud,
M. Larive, M. Mélenchon, Mme Obono, Mme Panot, M. Prud'homme, M. Quatennens,
M. Ratenon, Mme Ressiguiet, Mme Rubin et M. Ruffin

ARTICLE 54 BIS

Supprimer cet article.

EXPOSÉ SOMMAIRE

Le 6° de l'article L. 752-1 du code du commerce prévoit que soient soumis à autorisation d'exploitation commerciale la réouverture au public, sur le même emplacement, d'un magasin de commerce de détail d'une surface de vente supérieure à 1 000 mètres carrés dont les locaux ont cessé d'être exploités pendant trois ans. Non seulement l'article 54bis du présent projet de loi prévoit de déroger à cette obligation d'autorisation d'exploitation, mais l'article 54 bis compte relever le seuil de 1000 mètres carrés à 2500 mètres carrés. Dans le meilleur des cas, cette obligation d'autorisation d'exploitation deviendra moins exigeante. Nous nous y opposons.